

Cela dit, ce pays est bel et bien important pour le Canada. C'est notamment un marché prometteur pour la technologie et les compétences canadiennes dans le secteur des ressources naturelles. C'est aussi un endroit attrayant où investir dans les ressources naturelles. Troisièmement, vu les conditions climatiques et la variété de cultures, les compétences agricoles canadiennes sont utilisables au Kazakhstan. En d'autres termes, le Canada jouit au départ de certains avantages économiques comparatifs dans ses efforts en vue de bâtir une relation avec cet État. Dans certains cas (par exemple la participation dans le secteur des ressources naturelles), les entreprises canadiennes qui voudront saisir les occasions qui se présentent pourraient en retirer des gains substantiels. En fait, à court et à moyen termes, le Kazakhstan peut se révéler à cet égard plus prometteur que la Russie étant donné son ouverture à la participation étrangère à l'économie. Cet argument milite d'ailleurs en faveur de contacts intergouvernementaux renforcés entre le Canada et le Kazakhstan.

Au chapitre de l'assistance politique, si l'expérience américaine peut donner à conclure qu'il vaut mieux adopter un profil bas, il reste que le Canada a une expertise considérable dans divers dossiers d'une importance cruciale pour le développement politique du Kazakhstan. Il a notamment une longue expérience de la conception d'institutions politiques pour faciliter les relations interethniques dans des sociétés multiculturelles. C'est là une grande priorité des dirigeants kazakhs, pour les raisons qui ont été examinées en détail plus haut⁴⁷.

À un niveau plus global, si le Canada ne peut guère contribuer à la solution des problèmes immédiats de sécurité nationale auxquels font face les décideurs kazakhs, dans le cadre d'initiatives multilatérales le Canada peut aider à la réalisation d'un objectif fondamental de la politique à l'égard de la CEI, à savoir obtenir la reconduction du régime de non-prolifération et le retrait des armes nucléaires des républiques non russes de l'ex-URSS. De plus, en participant aux efforts déployés en vue de renforcer et de mieux définir le rôle de la CSCE et de l'ONU au chapitre de la sécurité et du maintien de la paix dans l'ex-URSS, le Canada peut contribuer à réduire la prépondérance de la Russie dans les affaires de sécurité nationale des États non-russes de l'ex-URSS, y compris le Kazakhstan.

La capacité du Canada de favoriser la réalisation de ces objectifs économiques et de sécurité est sérieusement entravée à l'heure actuelle par deux facteurs : sa présence diplomatique minimale au Kazakhstan et en Asie centrale et la concentration de ses programmes d'assistance technique en Ukraine, dans les États baltes et en Russie.

⁴⁷ Dans cette veine, il est significatif que le Président Nazarbaïev ait prévu d'établir un Conseil des droits des citoyens qui aurait pour tâche première d'élaborer des lois contre l'instigation de troubles ethniques.